



RÉUNION MEN

CONSULTATION SUR LES NOUVEAUX PROGRAMMES DES CYCLES 1 ET 2

DÉCLARATION LIMINAIRE

Si la CGT Éduc'action est une organisation syndicale professionnelle dont la principale préoccupation est la défense des personnels de l'Éducation, elle milite aussi pour l'amélioration des conditions d'apprentissage et d'émancipation des élèves, et cela concerne aussi les programmes.

Autant dire que ce qui nous est proposé par le gouvernement, son Premier Ministre, le ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse et le CSP, ne nous satisfait :

- ni dans la méthode : une exclusion pleine et entière des organisations syndicales des travaux du CSP et une consultation en ligne ouverte à tous vents, individuelle, sans temps d'échanges prévus avec les personnels, sans dégager le temps indispensable à une réelle réflexion, aux échanges, à la formulation de propositions...
- ni dans le calendrier : avec une parution des projets pendant les vacances de deux zones, sans communication directe faite aux organisations syndicales, une date limite fixée au 13 mai avec une zone qui reprendra l'école le 6 mai, et avec un pont de cinq jours...
- ni sur le fond : un projet qui prend sa source dans une analyse erronée des résultats PISA de la part du désormais premier ministre et l'instauration de son Choc des savoirs unanimement contesté par les personnels et les organisations syndicales... Un projet qui satisfait les bas instincts d'une droite extrême, rétrograde, idolâtre d'un passé où l'École ne scolarisait plus, dès la fin du primaire, une grande partie des élèves, où une minorité atteignait le lycée, encore moins l'enseignement supérieur. Ce projet fait fi d'une très grande partie de la recherche pédagogique tout en misant sur les uniques neuroscientistes et le Conseil scientifique de l'Éducation nationale, des constats de ce qui fonctionne dans d'autres pays européens où les enfants entrent plus tardivement dans les apprentissages cognitifs et des bonnes idées de certains précédents programmes pourtant largement appréciés et défendus par la communauté éducative. Il élémentarise l'école maternelle déjà mise à mal depuis 7 ans alors que de nombreux pays nous l'enviaient. Il n'envisage l'enfant-élève que comme un modèle établi par les neurosciences, sans le considérer dans sa globalité affective, sociale. À l'image du gouvernement, il mésestime voire méprise la jeunesse.

Face à un tel projet que nous contestons et comme pour la labellisation des manuels, nous ne rentrerons pas dans le détail de ces programmes prescriptifs comme jamais auparavant et qui entrent

dans votre projet global pour – ou plutôt contre – l'École. Nous vous l'avons dit à de nombreuses reprises, en instances et en entretiens. Il n'est bon ni pour les personnels qu'il dénigre et rabaisse au rôle de simples exécutant·es, ni pour l'École et ses usagères et usagers, ni pour la société.

Ce projet est bel et bien dangereux pour la professionnalité, le respect des compétences des enseignant·es et leur liberté pédagogique. Ces nouveaux programmes sont un des outils pour la mise au pas pédagogique et idéologique des enseignant·es en les transformant en uniques technicien·nes de l'enseignement devant appliquer, sans discernement ni construction propre, des méthodes pédagogiques dispensées uniformément à n'importe quel·le élève de n'importe quel lieu ou n'importe quelle construction sociale. C'est la négation de ce qu'est enseigner et une caporalisation des personnels.

Rappelons que les ministres n'ont eu de cesse que de vouloir apposer leur signature en bas de programmes pour le premier degré, comme un testament politique de leur passage : 2002, 2007, 2015, 2017, avec des « ajustements » presque chaque année depuis : 2020, 2021-22, 2024 !

Comment voulez-vous dans ces conditions que les personnels s'y retrouvent ? Votre labellisation des manuels – qui précède la mise en place de ces programmes, encore un télescopage de calendrier – est une injure au monde de l'Éducation. Ces nouveaux programmes vont aboutir à encore moins disposer d'outils adaptés. Alors que l'école se fissure de partout, au sens propre comme au sens figuré, notamment à cause du manque de moyens humains et matériels, l'urgence n'est pas là.

À la CGT Éduc'action, le projet que nous voulons est celui d'une École de l'émancipation, qui promeut des valeurs qui devraient présider dans la société : la coopération, la solidarité, l'égalité des droits. Ses programmes doivent donc être le fruit d'une large concertation, donner du sens aux apprentissages, garantir la liberté pédagogique des enseignant·es. Ils doivent offrir à tou·tes les élèves une formation la plus complète possible en sortant du « tout-fondamentaux » qui est un leurre pour la réussite des élèves. Une fois ces programmes établis, ils doivent faire l'objet d'une véritable formation – à ne pas confondre avec « information » – des enseignant·es (laquelle doit se dérouler sur temps scolaire) tout en leur donnant le temps de se les approprier (et pas seulement quelques semaines sur la pause estivale).

Vous l'avez compris, la CGT Éducation est opposée à ces programmes, ou du moins ces mises à jour... Elle demande que cesse la politique d'éducation globale menée par le gouvernement, faite de démagogie et de contrôle, du tout-évaluation et de positions rétrogrades et clivantes.